

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13 - FAX. (1) 43.31.19.83

Hebdomadaire - n° 1982 - 18 mai 1995 - 4 F

D 1982 **BOLIVIE** : TENSIONS SOCIALES ET ÉTAT D'URGENCE

Depuis plusieurs mois des négociations difficiles opposaient la Centrale ouvrière bolivienne (COB) et le gouvernement du président Sánchez de Lozada sur la situation économique et sociale (cf. DIAL D 1291 et 1883). A la mi-mars le projet de réforme de l'école publique déclenchait une grève des enseignants. Des incidents violents entre eux et la police se produisaient à La Paz et soldaient par une grève générale lancée par la COB. Le 18 avril 1995, le président Sánchez de Lozada décrétait l'état d'urgence. Des centaines d'arrestation de syndicalistes étaient opérées. La presse entrait en lice en raison de la suspension des libertés civiques. L'épiscopat catholique voyait sa médiation avorter. Le 29 avril, cependant, la COB suspendait son mot d'ordre de grève générale.

Présentation ci-dessous tirée du bulletin péruvien **Signos** du 28 avril 1995.

Note DIAL

LA CRISE SOCIALE DE BOLIVIE SANS SOLUTION EN VUE

Que se passe-t-il en Amérique latine? Des événements comme ceux de Santiago del Estero en Argentine, en 1993¹, et du Chiapas au Mexique, en 1994², ainsi que, ces dernières semaines, la dangereuse crise sociale en Bolivie sont l'autre face de l'Amérique latine victime de l'assaut du néo-libéralisme. Un modèle économique qui classe dans le bleu les données macro-économiques, mais dont le solde est dans le rouge pour l'autre partie du compte, celle du peuple avec ses immenses milieux sociaux plongés dans la pauvreté.

Le cas bolivien est significatif. 60 % du total de la population de l'altiplano du pays est en-dessous du seuil de pauvreté. En même temps la croissance économique se situe depuis plusieurs années au-dessus de 4 % sans que cela signifie une augmentation de bien-être pour la majorité des habitants. La pénétration de la tendance à la privatisation dans le domaine de l'éducation, une autre caractéristique du modèle néo-libéral, a fait que les milieux laborieux réclament l'accès pour eux aux bienfaits du programme économique après de nombreuses années de sacrifices. Faire savoir au Pérou ce qui se passe dans le pays voisin est nécessaire si l'on ne veut pas voir demain de tels sursauts.

Arrêter le jeu de massacre

La grave crise sociale bolivienne continuait ce mardi³, une semaine après l'entrée en vigueur de l'état d'urgence, sans solution en vue et avec les réclamations grandissantes de divers milieux sociaux contre la répression du gouvernement du président Gonzalo Sánchez de Lozada.

¹ Cf. DIAL D 1851 (NdT).

² Cf. DIAL D 1859 (NdT).

³ Le 25 avril 1995 (NdT).

Toutes les demandes de reprise des négociations avec les syndicats ont été rejetées par le président de la République lui-même, lequel a posé comme préalable à la négociation le retour à la normale de tous les secteurs d'activité du pays.

L'influente Église catholique, à l'occasion de la réunion annuelle des évêques, a exhorté le président, lors d'une rencontre, à une souplesse permettant le retour à la paix sociale. Mais elle n'a pas non plus réussi. Les évêques ont demandé au président Sánchez de Lozada de respecter ce qu'il y a de plus cher dans un pays, à savoir la vie humaine et les droits fondamentaux de tous les individus. Ils ont déclaré qu'on ne peut ni ne doit "continuer le jeu de massacre", et ils se sont dits d'accord avec les autres milieux sociaux sur la nécessité de revenir à la table des négociations avec les syndicats.

Le dialogue avait été rompu par le gouvernement le mardi 18 avril, quand la police avait violemment fait irruption dans une réunion nationale de responsables syndicaux. Ceux-ci examinaient la possibilité d'approuver divers accords proposés au terme de trois semaines de négociations sous les auspices de l'épiscopat de l'Église catholique. A cette occasion, les responsables syndicaux avaient été interpellés et incarcérés. Quelques heures plus tard c'était la décrétation de l'état d'urgence.

Le conflit remonte au début de l'année quand la Centrale ouvrière bolivienne unitaire a élaboré un cahier de revendications à l'adresse du gouvernement, lesquelles ont été repoussées après un mois de discussions.

Le gouvernement défend essentiellement ses lois de réforme de l'éducation, réforme refusée par les 90.000 enseignants du secteur public, et de recapitalisation immédiate des entreprises d'État, qualifiée par les syndicats de privatisation camouflée.

Les enseignants du public entrent dans leur sixième semaine de grève. Le gouvernement reconnaît qu'un des objectifs de l'état de siège est de remettre en route le travail scolaire, mais que c'est un échec dans les principaux départements du pays. Les revendications du corps enseignant se sont durcies quand les instituteurs ont reçu leur salaire de mars diminué de l'équivalent de dix-neuf jours. Certains n'ont reçu que 60 bolivars (15 dollars), une somme qu'ils ont alors refusée. Le salaire moyen d'un instituteur public est de 150 dollars par mois.

Les universités d'État et le petit secteur minier nationalisé sont également en grève depuis trois semaines.

Les syndicalistes toujours en prison

Officiellement ce sont trois cents responsables syndicaux qui sont incarcérés en cinq endroits insalubres du pays, où ils courent le risque d'attraper des maladies telles que la malaria et la lèpre blanche. Des organisations humanitaires ont cependant dressé une liste d'au moins trois cent quatre-vingt-neuf personnes dont on est sans nouvelles, tandis que la détention se poursuit pour les responsables syndicaux.

De leur côté les travailleurs de la presse de toute la Bolivie ont déclaré le mardi 25 avril journée de défense de la liberté de presse. Ils ont exigé le retour de la paix sociale par un règlement pacifique et négocié. Cette journée de protestation a été marquée par une messe à la cathédrale, suivie d'une marche jusqu'au Congrès national en passant par le palais du gouvernement. Les autorités ont annoncé avoir mis à l'étude des sanctions contre les organisateurs de cette journée de protestation.

La presse bolivienne a publié en première page des journaux du 25 avril un grand encadré réclamant le respect de la liberté de la presse. Ce même jour, les stations radio ont lancé un message suivi de dix secondes de silence dans tous les bulletins d'information. Les chaînes de télévision, dans leurs journaux, ont présenté pendant vingt secondes une affichette intitulée "pour la liberté de la presse".

Les plantations de coca

Par ailleurs, on s'attend à une offensive d'éradication forcée des plantations de coca pour respecter les impératifs des États-Unis ⁴. Le point sensible est pour l'heure la région productive du Chapare : des affrontements ont eu lieu le samedi 22 entre des paysans et la police et l'armée. Le bilan est de six blessés (trois policiers et trois paysans) et d'une centaine d'interpellations.

Les arrestations continuent au Chapare où de petits groupes de paysans cherchent à bloquer des routes à l'instigation de leurs syndicats. Les paysans des plantations de coca ont annoncé qu'ils suspendaient toute éradication de plants tant que les pourparlers ne seront pas rouverts et leurs dirigeants remis en liberté, en particulier Evo Morales arrêté avant la décrétation de l'état d'urgence.

Les organisations syndicales ont expliqué que l'état d'urgence servait à accélérer la destruction des plantations de coca, en accord avec les impératifs des États-Unis. Le gouvernement nord-américain a menacé d'interrompre toute coopération avec la Bolivie et de bloquer les crédits de la Banque mondiale et des autres organismes financiers si 1750 hectares de coca ne sont pas détruits d'ici juin.

Le président Gonzalo Sánchez de Lozada a fait part de ses craintes sur le sujet car le peuple bolivien ne se rend pas compte de l'ampleur de l' "ultimatum" nord-américain.

Devant l'inflexibilité du gouvernement, les directions syndicales passées à la clandestinité ont annoncé le début d'une grève nationale de la faim dans les prochains jours. Les autorités ont répliqué que la force restera à la loi et que ce genre de manifestation ne sera pas autorisé.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 395 F - Étranger 440 F - Avion Amérique latine 500 F - USA-Canada-Afrique 490 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441

⁴ Sur le problème des plantations de coca, cf. DIAL D 1883 et 1938 (NdT).